

Crise des médias et de l'information :

## **Le Bloc Québécois réclame des gestes d'urgence**

**Laurentides-Labelle, le 6 décembre 2023** – Alors que les coupes de postes s'accumulent, que les salles de presse du Québec se vident et que la Société Radio-Canada annonçait lundi une réduction drastique de ses effectifs, le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet, aux côtés du porte-parole en matière de Patrimoine, Culture et Communications, Martin Champoux, a réitéré l'urgence d'agir pour relancer les médias et l'information, et endiguer la crise dont les effets néfastes se répercutent de façon amplifiée dans les régions ainsi qu'auprès des audiences francophones. Le Bloc Québécois propose une prise en charge immédiate de cette crise, notamment par la tenue d'états généraux, l'annulation des coupes annoncées à Radio-Canada ainsi que le gel des primes aux cadres, de même que l'exclusion pour la société d'État de toute redevance issue de l'entente avec Google.

« Il s'agit autant d'une « crise de l'information » que d'une « crise des médias » puisque la finalité de l'appareil média, c'est de véhiculer l'information et la culture. Et lorsque qu'ils sont menacés de façon aussi aiguë à travers l'ensemble des régions du Québec, il y a des réflexions importantes à faire afin d'assurer l'accès à l'information, une information collée aux réalités des gens qu'elle dessert, et qui soit disponible en français. Il faut aussi se pencher sur le rôle et la place des réseaux sociaux dont l'effet actuel est préoccupant. Une chose est sûre : on ne peut laisser la crise s'amplifier davantage. Si on fait l'addition des coupes déjà annoncées, on arrive largement à plus des 100 millions \$ en redevances qui seraient issues de l'entente avec Google. Radio-Canada a l'odieux non seulement de faire d'importantes coupes de postes, mais aussi de prétendre à une part de telles redevances. Il nous faut dresser un portrait d'ensemble de la crise, analyser la situation du diffuseur public et jeter les bases d'un plan d'action lors d'états généraux », suggère le chef bloquiste.

Yves-François Blanchet demande également la comparution en comité parlementaire au début de 2024 de la présidente de CBC-Radio-Canada, madame Catherine Tait, ainsi que de la ministre du Patrimoine, madame Pascale St-Onge.

« La crise des médias d'information qui touchait le privé est maintenant devenue une crise du principal média public. La société d'État, CBC/Radio-Canada, le diffuseur public payé principalement avec notre argent, coupe 600 postes et a annoncé le non-renouvellement de 200 postes vacants. Ce sont 250 postes à Radio-Canada, 250 postes à CBC et plus d'une centaine dans d'autres secteurs. Ce n'est pas seulement la qualité de l'information en français qui va en être gravement affectée, mais également nos séries télé et notre capacité à nous raconter nous-mêmes. En outre, le réseau francophone rejoint plus de gens et rapporte davantage de revenus publicitaires que son pendant anglophone, mais se fait autant couper que la CBC! Si on voulait saboter le réseau francophone et régional, on ne ferait pas autrement! Or, le mandat de Radio-Canada est de desservir les régions qui ne peuvent l'être par le privé et il s'agit beaucoup des régions francophones. C'est donc une véritable saignée dont il s'agit et le Bloc Québécois propose des solutions au gouvernement pour l'arrêter, et relancer l'information au Québec et au Canada », poursuit Martin Champoux.

Pour la députée de Laurentides-Labelle et Présidente du Caucis du Bloc Québécois, Marie-Hélène Gaudreau, la situation vécue actuellement avec l'instabilité de la digue Morier témoigne clairement et est la preuve irréfutable que l'information est vitale dans les communautés régionales.

« Depuis dimanche soir, la région tout entière se fie aux médias régionaux que nous avons dans la MRC Antoine-Labelle pour avoir les dernières informations concernant l'état de la digue Morier. Si les médias que nous avons actuellement n'existent plus, comment pourrait-on assurer la sécurité de nos concitoyens, comment s'assurer que les gens, qui vivent de l'angoisse, aient accès aux conférences de presse? Les médias nationaux ont le Québec entier à couvrir avec, souvent, des moyens financiers dérisoires. Alors, nos médias locaux sont là pour refléter notre réalité bien à nous. Il faut que la communauté les soutiennent, mais il faut aussi que le gouvernement, qui comprend bien mal les réalités régionales, comprenne qu'il s'agit d'une crise existentielle pour plusieurs médias régionaux » de conclure la députée Gaudreau.

### **Source :**

Maryse Larente, directrice de circonscription et des communications

Marie-Hélène Gaudreau, députée de Laurentides-Labelle

[maryse.larente.338@parl.gc.ca](mailto:maryse.larente.338@parl.gc.ca)

819 440-3091